

Seul le discours prononcé fait foi

Intervention de S.E. Mme Sylvie Lucas
Ambassadeur, Représentant permanent auprès des Nations Unies

Débat public du Conseil de sécurité

Maintien de la paix et de la sécurité internationales :
Piraterie

New York, le 19 novembre 2012

Statement by H.E. Ms. Sylvie Lucas
Ambassador, Permanent Representative to the United Nations

Open debate of the Security Council

Maintenance of international peace and security:
Piracy

New York, November 19th, 2012

Monsieur le Président,

Permettez-moi de vous remercier tout d'abord pour avoir organisé cet important débat sur la piraterie qui complète utilement l'ensemble des débats régionaux que le Conseil a précédemment organisés sur cette question, et de remercier le Vice-Secrétaire général pour sa présentation.

Je me rallie entièrement à l'intervention de l'Union européenne.

Au large des côtes somaliennes, l'action déterminée menée depuis plusieurs années pour combattre la piraterie commence par porter ses fruits. Ainsi, le déploiement de patrouilles militaires internationales mais aussi la mise en œuvre de « meilleures pratiques de gestion » ont permis de diminuer le nombre d'attaques ainsi que le taux de réussite des attaques. Si ce succès est certainement une bonne nouvelle, la vigilance et l'engagement restent de mise car les zones du Golfe d'Aden, de la Mer Rouge et des côtes somaliennes concentrent toujours, à elles seules, plus de la moitié des attaques signalées dans le monde en 2012.

Le Luxembourg contribue activement aux missions européennes en soutien à la mise en œuvre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment par la mise à disposition d'avions de surveillance et de reconnaissance à l'opération Atalanta et par un engagement au sein de la mission de formation des forces de sécurité somaliennes. Nous envisageons également une contribution à la nouvelle mission européenne à dimension régionale, EUCAP Nestor, qui, en coopération avec le Kenya, Djibouti, les Seychelles, la Somalie et la République-Unie de Tanzanie, vise à renforcer les capacités des Etats de la Corne de l'Afrique en termes de maîtrise effective de leurs eaux territoriales et de sécurité maritime.

Si une diminution des actes de piraterie se fait donc ressentir sur la côte orientale du continent africain, le Golfe de Guinée est devenu une nouvelle zone à haut risque. Au cours de l'année 2012, le nombre d'attaques a ainsi augmenté dans cette zone allant du Nigéria jusqu'au large du Togo, en passant par le Bénin. Au cours de cette année, deux vaisseaux battant pavillon luxembourgeois ont également fait l'objet d'attaques. Je salue les efforts des pays de la région en vue d'adopter une stratégie régionale anti-piraterie en collaboration avec l'Union africaine.

La piraterie dans le Golfe de Guinée ainsi que les vols armés en mer et l'augmentation des activités illicites qui y sont associées affectent la stabilité et la sécurité de l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest. Ils menacent également le développement socio-économique des pays de la région. Mon pays y mène depuis de longues années une politique de coopération au développement active qui vise entre autres à offrir aux populations côtières, et notamment aux jeunes, des opportunités économiques. Nous comptons poursuivre cet effort dans lequel nous voyons aussi une contribution à la lutte contre l'insécurité qui prévaut actuellement dans cette région.

Monsieur le Président,

Initialement et pour répondre à l'urgence, la communauté internationale a mis en place des stratégies pour s'attaquer aux effets de la piraterie, notamment à travers des moyens militaires. Bien que les stratégies adoptées aient, comme on vient de le dire, permis de diminuer le nombre d'attaques et le taux de réussite des attaques, elles n'ont pas été en mesure d'endiguer d'une manière durable ce phénomène. En conséquence, je me félicite que la Présidence indienne du Conseil de sécurité ait mis l'accent dans sa note de réflexion sur la nécessité d'adopter une approche globale de la sécurité maritime qui vise également les causes profondes de la piraterie.

En effet, pour répondre à cette menace persistante, les Nations Unies, l'ensemble de la communauté internationale et tous les Etats riverains des zones affectées par la piraterie se doivent d'adopter une stratégie globale qui s'attaque aux causes profondes, y compris socio-économiques, pour garantir la stabilité en mer et régler durablement les problèmes sur terre.

Comme l'a souligné le Secrétaire général dans son récent rapport (S/2012/783), cette approche doit combiner différents éléments : la dissuasion en mer, le renforcement des institutions garantes de l'état de droit, l'établissement d'un cadre juridique adapté, le développement des capacités maritimes des Etats riverains ainsi que le soutien à la création d'emplois décents et la mise en œuvre de projets de développement sur terre. D'une manière prioritaire, les Etats riverains des zones affectées par la piraterie doivent être au centre des efforts. Aucun progrès durable ne saurait être réalisé sans la pleine implication des autorités des pays concernés.

Monsieur le Président,

Le Luxembourg continuera à soutenir les pays affectés par le fléau de la piraterie en promouvant et en mettant en œuvre une approche globale qui associe les volets politique et sécuritaire, la coopération au développement et l'aide humanitaire.

Je vous remercie de votre attention.

Mr. President,

Allow me to thank you first of all for organising this important debate on piracy, which is a useful complement to the regional debates previously organised on this issue by the Council. I would also like to thank the Deputy Secretary-General for his presentation.

I fully subscribe to the statement made by the European Union.

Off the coast of Somalia, the determined action led over the last few years to combat piracy has started to bear fruit. Thus, the deployment of international maritime patrols, but also the implementation of “best managing practices”, has helped to reduce the number of attacks as well as the success rate of these attacks. This success is obviously good news, but we must remain vigilant and committed since over half of all the attacks signalled worldwide in 2012 have occurred in the Gulf of Aden, the Red Sea and off the coast of Somalia alone.

Luxembourg actively contributes to the European missions in support of the implementation of relevant Security Council resolutions, notably through the provision of surveillance and reconnaissance aircraft to operation Atalanta and through a contribution to the training mission for Somali security forces. We are also considering a contribution to the new regional European mission, EUCAP Nestor, which, in cooperation with Kenya, Djibouti, the Seychelles, Somalia and the United Republic of Tanzania, aims to strengthen the capacity of the States of the Horn of Africa to govern their territorial waters effectively and ensure maritime security.

At the same time as a reduction in the acts of piracy can be felt off the Eastern shores of the African continent, the Gulf of Guinea has become a new high-risk zone. During the year 2012, the number of attacks has risen in this zone, which stretches from Nigeria to the coasts of Benin and Togo. During this year, two ships flying the flag of Luxembourg were also attacked. I welcome the efforts by the countries of the region with a view to adopting a regional anti-piracy strategy in collaboration with the African Union.

Piracy in the Gulf of Guinea, as well as armed robbery at sea and the rise of illicit activities linked to this phenomenon affect the stability and security of the whole region of West Africa. They threaten also the socio-economic development of the countries of the region. My country has for many years conducted an active development cooperation policy in this region, notably with the aim to give economic opportunities to coastal populations, specifically to young people. We intend to pursue this effort, which we also see as a contribution to the fight against the insecurity that currently prevails in this region.

Mr. President,

Initially, and in order to act urgently, the international community adopted strategies to address the effects of piracy, notably through military means. Although these strategies have, as just mentioned, contributed to reduce the number of attacks and their success rate, they have not been able to stem this phenomenon in a sustainable manner. I therefore welcome the emphasis put by the Indian Presidency of the Council in its concept note on the need for a holistic approach to maritime safety, which also tackles the root causes of piracy.

Indeed, in order to counter this persistent threat, the United Nations, the international community as a whole and all the coastal States in the zones affected by piracy, have to adopt a global strategy which addresses the root causes, including socio-economic causes, to guarantee stability at sea and to solve the problems ashore in a sustainable manner.

As the Secretary-General underlines in his recent report (S/2012/783), this approach must combine different elements: deterrence at sea, the strengthening of institutions guaranteeing the rule of law, the establishment of an adequate legal framework, the development of maritime capacities of coastal States, as well as support to the creation of decent jobs and the implementation of development projects on land. As a matter of priority, coastal States of the zones affected by piracy, need to be at the centre of these efforts. No lasting progress can be made without the full involvement of the authorities of the countries concerned.

Mr. President,

Luxembourg will continue to support the countries affected by the scourge of piracy, by promoting and implementing a holistic approach, which brings together the political and security dimensions, as well as development cooperation and humanitarian assistance.

I thank you for your attention.